



Le MNR
sur le web :
www.m-n-r.com

Européennes 2004

Le MNR pour défendre une Europe européenne, indépendante et puissante

L'offensive industrielle ● Le renouveau de la recherche scientifique
● L'euro pour faire pièce au dollar ● Pour une alliance militaire
européenne ● Non à l'entrée de la Turquie dans l'Europe p. 10

**Régionales : la classe
politique dans la
spirale du rejet** *page 3*

Édito

Chers amis,

Les élections européennes qui s'annoncent constituent pour notre pays et pour l'Europe un enjeu majeur. Nous devons donc être présents car, entre les européistes et les souverainistes, nous sommes les seuls à défendre une Europe européenne, indépendante et puissante pour assurer l'avenir de notre civilisation et des peuples et nations qui la composent.

Pour empêcher l'entrée de la Turquie dans l'Europe, promouvoir la réindustrialisation du continent et une alliance militaire européenne, nous devons présenter des listes partout en France le 13 juin prochain. Et pour cela, une fois encore, nous devons tous nous mobiliser.

Bruno Mégret

Élections : la spirale
du rejet p. 3

Régionales : le MNR a
affirmé son identité p. 4

Le MNR de retour dans
les médias locaux p. 6

Le MNR présent aux
européennes dans toute
la France p. 8

Vie du mouvement p. 12

L'islam au crible de la
république p. 13

Pour une véritable poli-
tique européenne de la
recherche p. 14

L'Europe sans réplique
face à l'agression isla-
miste p. 15

Toute l'actualité du mois à travers une sélection de communiqués de presse officiels du MNR

1er mars

■ Bruno Mégret au Salon de l'Agriculture



Les méthodes de production imposées par les multinationales et les instances mondialistes et bruxelloises fragilisent l'ensemble du système agricole national et mettent en cause la santé des consommateurs. Pour assurer une parfaite sécurité et une meilleure traçabilité des produits, il faut donner la priorité aux

circuits courts et traditionnels de distribution ainsi qu'au développement des productions locales sous label. C'est précisément pour défendre une agriculture du terroir moderne, rentable, harmonieuse et garante du "bien manger" que Bruno Mégret s'est rendu au Salon de l'Agriculture, entouré d'une délégation d'élus et d'agriculteurs du Mouvement national républicain.

1er avril

■ Intervention de M. Chirac : des propos qui ne sont pas à la hauteur de la situation



Annick Martin, secrétaire générale du MNR, considère que l'intervention télévisée du président de la République n'a apporté aucune réponse au grand désarroi qu'ont exprimé les Français lors des dernières élections. M. Chirac s'est enlisé dans des explications labo-

rieuses pour justifier les initiatives prises par son gouvernement. Mais, sur le fond, le chef de l'État s'est contenté de proposer quelques correctifs mineurs sans tracer de perspectives qui puissent rendre l'espoir à nos compatriotes. Les propos de M. Chirac ne sont pas à la hauteur de la crise politique dans laquelle la France est maintenant engagée. Rien n'est réglé.

8 mars

■ Le MNR apporte son soutien à la recherche française



Yves Dupont, vice-président du MNR, apporte son soutien à la recherche française. Il considère que la recherche est indispensable au développement et à l'avenir de notre pays et doit constituer une priorité majeure. Alors que la France dispose,

de par son génie propre, d'un potentiel intellectuel, culturel et scientifique considérable, elle l'a abandonné depuis des années en laissant beaucoup de ses meilleurs scientifiques partir à l'étranger. Il est temps d'inverser ce processus délétère et de renforcer massivement le potentiel de la recherche française et européenne.

5 avril

■ Raffarin, chef d'un gouvernement provisoire



Pour Philippe Milliau, membre du bureau national du MNR, le discours de politique générale du Premier ministre montre que M. Raffarin est le chef d'un gouvernement provisoire. Après s'être vu dicté sa nouvelle ligne par le président de la République, le chef du gouvernement

s'est exprimé comme un élève appliqué, observant scrupuleusement les consignes de son maître. Mais, à l'évidence, son manque d'enthousiasme et de conviction laissait clairement apparaître que M. Raffarin, comme d'ailleurs sa majorité, n'y croit déjà plus. La seule question qui se pose dorénavant est : combien de temps Raffarin va-t-il encore durer ?

15 mars

■ Attentats de Madrid : il faut des représailles européennes



À l'occasion des attentats tragiques de Madrid, Nicolas Bay, membre du bureau national du MNR, adresse sa sympathie au peuple espagnol. Il condamne ces attentats odieux et souligne combien l'islamisme constitue aujourd'hui pour l'Europe une menace majeure,

non seulement pour son identité et ses valeurs, mais aussi pour son indépendance et sa sécurité. Il formule le vœu que les nations européennes ne cèdent pas à ce chantage et demande à leurs gouvernements d'organiser ensemble des représailles contre les organisations islamistes, comme les États-Unis l'avaient fait après le 11 septembre 2001.

8 avril

■ Adhésion de la Turquie à l'Europe : le pouvoir doit lever toute ambiguïté sur sa position

Le MNR se félicite de la prise de position officielle de l'UMP contre l'entrée de la Turquie dans l'Europe. Il s'inquiète cependant des divergences qui paraissent exister sur ce point entre la majorité et l'exécutif et redoute qu'il s'agisse là d'une manœuvre électorale visant à tromper les Français. Nos compatriotes, qui sont majoritairement hostiles à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne,

seraient ainsi invités à voter pour l'UMP à l'occasion du prochain scrutin européen. Mais, passé le vote, le président et le gouvernement approuveront le principe de cette adhésion. Le MNR demande aux différentes composantes du pouvoir de se mettre d'accord et de présenter une position claire. L'ambiguïté sur un sujet aussi vital pour l'avenir de notre civilisation serait un crime impardonnable.

31 mars

■ Nouveau gouvernement : un changement qui ne change rien



Pour Alain Vauzelle, membre du bureau national du MNR, la nomination du nouveau gouvernement Raffarin démontre que le chef de l'État n'a pas compris le sens profond du rejet qui a frappé sa majorité. En reconduisant M. Raffarin et en

permutant les titulaires des postes ministériels selon la technique des chaises musicales, le président de la République veut faire croire qu'il effectue un changement alors qu'en réalité il ne change rien. À l'évidence, le pouvoir est incapable de maîtriser la crise qui s'est ouverte et il n'a plus aucune réponse à y apporter.

In memoriam

Jean-Paul Paroutaud nous a quittés brutalement vendredi 26 mars. Il avait consacré toute sa vie à se battre pour notre nation. Homme de courage et de fidélité, il s'est toujours engagé sans faiblir face aux difficultés et participa au premier rang à toutes les batailles du MNR. Sa devise, qui marque sa vie, est toute à son image : « croire et oser ». Bruno Mégret et les dirigeants du MNR adressent leurs plus vives condoléances à son épouse et à ses enfants.

La fédération de l'Hérault a la tristesse de vous faire part du décès de deux amis, Valérie Ries et Christian Charpentier. Valérie, qui s'est toujours manifestée par sa présence et son courage, et Christian, qui représentait un modèle pour beaucoup d'entre nous par sa bonté et son militantisme, resteront toujours dans notre mémoire.

Le Chêne
 N°36 - avril 2004 - Directeur de la publication : Michel Colin
 Périodicité : Mensuel - Rédaction : 15, rue de Cronstadt 75015 Paris
 Date de la parution : avril 2004 - Commission paritaire : n° 11309
 Imprimeur : Roto Presse Numéris Livry-Gargan (93)



Résultats des élections

Régionales : la spirale du rejet

Les élections régionales révèlent une crise profonde de la vie politique marquée par un processus de sanction systématique du pouvoir en place qui s'accélère et s'amplifie. Tout se passe comme si le peuple français était entraîné dans une spirale du rejet dont le courant devient de plus en plus rapide et de plus en plus violent. Ce mécanisme totalement incontrôlé pourrait bien aboutir à une crise majeure.

Les élections du mois de mars dernier constituent un événement majeur et révèlent une crise profonde de la vie politique. Après l'échec historique du PS dont le candidat n'avait pas dépassé les 15 % au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, c'est au tour de l'UMP de connaître une défaite cuisante qui la place à moins de 35% des voix et ne lui laisse à gérer qu'une région sur vingt-six. Ces résultats électoraux spectaculaires sont lourds d'enseignement pour l'avenir de notre pays.

Le vie politique s'emballe

L'électorat semble engagé dans un processus de sanction systématique de ceux qui sont en place. Or, ce processus s'accélère et s'amplifie. Jamais on n'a vu dans l'histoire politique contemporaine deux élections se succéder si rapidement et donner des résultats aussi contrastés et antagonistes. Tout se passe comme si le peuple français était entraîné dans une spirale du rejet dont le courant devient de plus en plus rapide et de plus en plus violent. Un processus qui pourrait déboucher sur une crise majeure.

Cette situation traduit en tout cas un profond désarroi du peuple français qui, à l'évidence, ne fait plus confiance à sa classe politique et la rejette même avec une hargne croissante. Sans doute est-ce là la conséquence de la dégénérescence de la politique telle que la pratique le système. Une politique de plus en plus impuissante qui se soumet non seulement aux contraintes mondialistes mais aux diktats du politiquement correct.

Aucune adhésion au PS

Ce processus est d'autant plus traumatisant

qu'il conduit le peuple à prendre des positions qui ne correspondent nullement à ses opinions ni à ses aspirations. Les scores spectaculaires obtenus à cette occasion par la gauche ne traduisent nullement un regain idéologique du socialisme. Malgré un vote historique de 51 % pour la gauche, il n'y a aucune véritable adhésion des Français au programme de la coalition socialiste. Nos compatriotes n'ont pas oublié qu'ils avaient durement sanctionné la gauche en 2002 et ils savent qu'elle n'a pas changé depuis. Ce sont les mêmes hommes et surtout c'est le même programme, la même idéologie, le même discours. En réalité, la gauche n'est simplement que le réceptacle provisoire du vote sanction.

L'échec cinglant de MM. Chirac et Raffarin

Ce résultat est cependant et avant tout l'échec cinglant de MM. Chirac et Raffarin et de l'ensemble de l'UMP. Ceux-ci disposaient en 2002, au lendemain des élections présidentielles et législatives, de tous les pouvoirs dans notre pays. Ils avaient en face d'eux une opposition complètement défaite et des Français qui, dans leur grande majorité, étaient prêts pour des réformes d'envergure. Or, rien n'est venu et l'échec est au rendez-vous.

L'échec n'est pas dû en effet, contrairement à ce que prétendent certains, au refus des réformes ou de la direction prise par celles-ci. Notre pays n'est pas réfractaire aux réformes et, après des décennies de social-mondialisme, le changement ne peut aller que dans le sens d'une vraie droite.

L'échec vient de la timidité des mesures prises par le gouvernement Raffarin. Lorsque l'on conduit des changements de faible

ampleur qui dérangent sans résoudre les problèmes, on cumule en effet les inconvénients. En exigeant de nos compatriotes la remise en cause d'avantages acquis sans leur donner le sentiment que leurs sacrifices vont permettre de résoudre les problèmes, le gouvernement se condamne à mobiliser les oppositions sans susciter le moindre soutien. Comment s'étonner dès lors de son échec patent, alors qu'il ne résout rien mais pénalise tout le monde ?

Le tassement du Front national

Ces résultats révèlent enfin le grave échec du Front national. Ce dernier aurait dû en effet bénéficier d'un rejet aussi massif et aussi clair de la classe politique. Or, il n'en est rien. Certes, il réalise des scores importants mais il recule par rapport aux élections présidentielles de 2002 et, avec 14,7 % des voix, il perd près d'un point par rapport aux élections régionales de 1998. Cette stagnation, au moment où il aurait dû y avoir une progression, montre que le FN est incapable de jouer le rôle de recours qu'il avait pourtant vocation à assumer.

L'ensemble de ces constats vient conforter l'analyse du Mouvement national républicain : il faut à notre pays une grande force de droite capable d'incarner une alternative et une voie d'espoir. Plus que jamais le MNR doit donc poursuivre sa stratégie d'existence pour tenir et durer afin d'œuvrer le moment venu à l'émergence de cette grande force qui seule peut permettre à notre pays de sortir de l'impasse politique dans laquelle il est désormais totalement engagé.

François Thuillier

Malgré des scores encore modestes

Régionales : le MNR a affirmé son identité

Aux régionales, le MNR a gagné son pari. Il a été présent dans treize régions et auprès de 75% des électeurs. Mieux, il a commencé à se faire connaître tel qu'il est, comme une vraie droite sans laxisme ni extrémisme. Quant à ses scores, bien qu'encore modestes, ils sont en amélioration par rapport aux législatives.

Le MNR peut considérer avoir pleinement rempli les objectifs qu'il s'était fixés pour les élections régionales. Il a d'abord assuré sa présence politique dans treize régions parmi les plus peuplées de notre pays, ce qui lui a permis de toucher 75% de la population.

Objectifs tenus

Lors de cette campagne électorale, l'ensemble de ses candidats ont eu accès aux médias régionaux et ce scrutin a donc permis à notre mouvement de revenir sur la scène médiatique. Même si les ouvertures sont encore limitées, elles ont cependant été considérables au regard de l'occultation totale qui était la nôtre au cours des derniers mois.

Enfin, le MNR a pu à cette occasion faire passer son message. C'est la première fois que le MNR est perçu pour ce qu'il est : une vraie droite de conviction, sans laxisme ni extrémisme. Ses têtes de liste

l'ont rappelé sans relâche au cours de cette campagne et c'est cette affirmation de notre identité propre qui permettra à notre mouvement de se développer et de se faire une vraie place dans la vie politique.

Un socle pour l'avenir

Quant aux résultats de ces élections, on peut considérer que le MNR a repris les voix perdues aux législatives de 2002. Le résultat de l'époque (1,09 %) avait affaibli notre mouvement moralement et financièrement. Aujourd'hui, dans les treize régions où nos ressources ont permis au MNR d'être présent, nos listes obtiennent en moyenne 1,71 % des voix. Ce n'est pas encore beaucoup, mais c'est un socle à partir duquel nous pouvons construire le futur.

Quant aux résultats obtenus par nos concurrents, il n'est pas prometteur pour leur propre avenir. L'analyse de ces résultats confirme que la fausse droite n'arrive

plus à faire illusion auprès de ses électeurs et qu'elle a essuyé un échec historique. Le FN, de son côté, ne réussit pas à profiter de ce boulevard et accuse un tassement de ses scores. Les chiffres du premier tour sont éloquents : aux régionales de 1998, le FN remportait 15,2 % des suffrages. Six ans plus tard, il recule avec un score de 14,7 %. Repli dû non pas à la présence du MNR mais à la médiocrité de son encadrement et à un programme dépassé.

Le mérite des militants MNR

Tout cela renforce encore la nécessité de notre présence aux élections et souligne le mérite de tous ceux qui l'ont rendu possible. Car ces résultats obtenus dans des conditions parfois très difficiles, nous les devons à la détermination de nos adhérents, militants et candidats.

Malgré ces obstacles, nous avons tenu et nous allons durer !

Annick Martin

Cantoniales : cent candidats MNR en première ligne

Au delà de l'effort qu'ils ont déjà fourni pour les élections régionales, certains d'entre nous ont été candidats aux élections cantonales qui se déroulaient aux mêmes dates ; pour les autres, ils ont eu la charge de représenter le MNR dans les régions où nous n'avons pas de liste régionale. Les résultats ont été variables en fonction du nombre et de la notoriété des adversaires en présence.

Il faut signaler quelques beaux résultats : 16,35 % pour Benoît Martel (51), 10,69 % pour Gilles Lacroix (13), 7,53 % pour Alain Césari (13), un regret : 4,98% pour Alain Vauzelle (13) auquel il a manqué trois voix pour atteindre la barre des 5 %. Un coup de chapeau à l'Yonne où trois candidats sur quatre ont dépassé les 4 % et un grand bravo à Michel Servile qui a présenté huit candidats dans le Gard.

Félicitations à tous les candidats, quels que soient les résultats !



Benoît Martel

Deuxième tour : face à la gauche, le MNR a pris ses responsabilités

Mardi 23 mars, les membres du bureau national et les têtes de liste régionale se sont réunis afin d'analyser les résultats et de déterminer ensemble les orientations de vote pour le deuxième tour. La consigne était claire : rien faire qui puisse favoriser la gauche.

Il est classique de dire qu'au premier tour on choisit, et qu'au deuxième tour on élimine ! C'est dans cet esprit, et surtout avec le souci de ne rien faire qui puisse aggraver encore la situation de notre pays et de notre peuple, que les responsables politiques du MNR ont pris leur décision. En clair, ne rien faire pour favoriser la gauche qui subventionne les associations anti-nationales, accélère la ruine de notre économie et s'appuie sur l'immigration pour nous imposer sa loi. Cette décision a exclu naturellement le vote pour la gauche mais aussi le vote pour le FN qui a toujours fait le jeu de la gauche dans les configurations triangulaires. S'offrait alors aux électeurs une alternative : le vote blanc ou le vote en faveur de la liste de droite. Liberté a été laissée à chacun, selon sa sensibilité et son appréciation de la situation, de choisir l'une ou l'autre des possibilités.

La position officielle du MNR pour le deuxième tour

Le communiqué de presse suivant a donc été diffusé aux médias :

«Le bureau national du MNR, réuni à Paris le 23 mars 2004, considère que le mécontentement des Français à l'égard du gouvernement, tel qu'il s'est exprimé lors du premier tour des élections régionales, est à la fois justifié et légitime. Il déplore cependant que la vie politique française soit désormais engagée

dans une impasse puisque les électeurs, pour sanctionner l'UMP, se tournent vers une gauche qu'ils avaient pourtant rejetée il y a à peine deux ans. Ce cercle vicieux du mécontentement et du désespoir montre que nos compatriotes attendent une voie nouvelle qui n'est incarnée à l'évidence ni par l'extrême-gauche ni par l'extrême-droite.

«Le MNR se trouve donc renforcé dans sa volonté de créer une vraie droite, moderne et constructive, sans laxisme ni extrémisme, susceptible d'ouvrir la voie nouvelle qu'attendent une majorité de Français. Déjà, la campagne a permis au MNR de mieux faire connaître son projet et d'œuvrer à l'émergence d'une nouvelle génération de candidats et de responsables. Quant aux résultats, bien qu'encore modestes, ils constituent un socle à partir duquel le MNR compte poursuivre son entreprise de renouveau.

«Pour le deuxième tour, le MNR invite les Français à ne rien faire qui puisse favoriser la gauche et lui permettre de contrôler de nouvelles régions en étendant ainsi sa capacité de nuisance. Cela implique notamment de ne pas voter pour le FN qui fait le jeu de la gauche.

«Enfin, le MNR a décidé d'être présent aux élections européennes et de présenter une liste dans chacune des sept circonscriptions de la France métropolitaine.»

Les résultats du MNR par région

Région	Voix MNR	%	Région	Voix MNR	%
Auvergne	6 101	1,03	Lorraine	17 341	2,00
Bourgogne	11 698	1,75	Nord-Pas-de-Calais	19 547	1,21
Bretagne	25 992	1,92	Haute-Normandie	14 784	2,04
Champagne-Ardenne	10 253	2,05	Pays de la Loire	35 473	2,55
Franche-Comté	6 914	1,48	PACA	53 243	2,94
Ile-de-France	43 171	1,18	Rhône-Alpes	35 311	1,65
Languedoc-Roussillon	8 643	0,81			

TOTAL (13 régions) : 288 471 voix (1,71%)

Retombées positives de la présence des listes MNR aux régionales

Le MNR a réussi sa percée

Objectif atteint pour le MNR : la campagne des élections régionales a permis à notre mouvement de se faire connaître, de délivrer son message et d'affirmer son positionnement.

Grâce à ses 1320 candidats qui ont expliqué quelles étaient leurs priorités pour cette élection, la vraie droite a fait parler d'elle. Dans toutes les régions où le MNR présentait une liste, les électeurs ont pu découvrir notre projet, que ce soit à la télévision, à la radio ou dans les journaux locaux. A l'occasion des innombrables conférences de presse qui ont été organisées ou lors des émissions auxquelles ils ont été invités, nos candidats têtes de liste ont pu faire passer l'image nouvelle du MNR. Celle d'une formation jeune qui entend incarner une vraie droite et rassembler sans laxisme ni extrémisme tous les déçus de l'UMP comme ceux du FN. Nos

propositions contre l'islamisation, le déclin économique, la crise scolaire et le mal vivre, ont été entendues. Et beaucoup de Français commencent à savoir que le MNR veut défendre la laïcité républicaine et les valeurs de notre civilisation, récompenser le travail et laisser opérer le génie des entrepreneurs, remettre de l'ordre à l'école et protéger la vie ainsi que l'environnement.

De brillants porte-parole

Dans ce travail pour l'avenir, beaucoup de nos amis ont d'ailleurs fait montre de leur talent d'orateur et de débateur et il ne fait nul doute que lors de la prochaine campagne — celle des européennes —

ils auront à nouveau l'occasion de défendre publiquement nos convictions et nos valeurs.

En participant à ces élections, le MNR a démontré qu'il se comportait comme une formation de combat, qu'il existait politiquement et qu'il fallait compter avec lui. A ce stade de notre essor, le score du MNR n'est pas le seul élément à prendre en considération. Ce qui importait, c'était de faire entendre notre voix, une voix nouvelle et différente des autres partis : de ce point de vue, les élections régionales ont constitué un réel succès.

Séverine Souville

Ils ont dit dans les médias

«Contre l'islamisation, il faut défendre la France et les valeurs de notre civilisation européenne et chrétienne, imposer le respect des femmes et la neutralité à l'école (...). Pour l'aménagement du territoire, je défendrai le maintien des services dans les zones rurales. Je soutiendrai les agriculteurs, les éleveurs et les marins pêcheurs contre la politique de l'Europe technocratique.»

Paul Petitidier, Presse Océan – 16 mars 2004

«On représente la France, la France qui refuse de baisser la tête et qui entend rester maîtresse chez elle ! (...) Je souhaite améliorer le bien-vivre, améliorer les liaisons routières et ferroviaires, préserver l'aéroport, développer le tourisme et le thermalisme, aider l'agriculture biologique.»

Claude Jaffrès, la Montagne – 27 février 2004

«Je veux alléger les contraintes pour les entreprises, créer des emplois sains et productifs, primer les jeunes qui choisissent des métiers dépréciés et préserver le terroir légué par nos anciens.»

Marie-France Ligney, l'Est républicain – 21 février 2004

«Pour la Bourgogne, je veux sauvegarder l'emploi en évitant les délocalisations et revaloriser l'apprentissage (...). J'entends préserver et encourager le secteur rural, renforcer la sécurité dans les transports et dans les établissements scolaires. Il faut également développer le tourisme et faire de la Bourgogne une région pilote en direction des personnes âgées. Quant au gouvernement Chirac-Raffarin, il est coupable de ne pas avoir mené suffisamment de réformes dont la France avait pourtant besoin. Il fallait piloter la France comme une formule 1, ils l'ont conduite comme un tracteur agricole.»

**Claude Moreau,
le Journal de Saône-et-Loire – 19 mars 2004**

«J'ai trois priorités : sortir la région de son déclin économique, continuer la ligne budgétaire axée notamment sur la sécurité dans les lycées et poursuivre la baisse de la fiscalité (...) en réduisant les dépenses inutiles, la somme des économies réalisées est vite rondelette !»

**Elizabeth Pascal,
l'Indépendant – 18 mars 2004**

dans les médias locaux

DROME & ARDECHE

EN BREF Le MNR en campagne

Action gérontologique sud-est Ardèche
Cette année, durant la semaine bleue dédiée aux personnes âgées, l'action gérontologique sud-est Ardèche lancera une tournée d'information le mardi 14 octobre à 14 heures. A 9 h 30, "le grand âge et l'habitat" par Michel Lacroix. A 11 heures "les logements, confort et isolation" par le Dr Marie. Répas en cuisine à 13 heures (réservations au 04 75 48 62 29). Après-midi consacré aux visites du musée du vin "Vivanges" à Roanne.

Randonnée d'automne de la MPT à Annonay
En collaboration avec l'association des randonneurs de la MPT, le 25 septembre aura lieu l'Annonay, le 26 septembre sera à Annonay, le 27 septembre sera à Annonay, le 28 septembre sera à Annonay.

Le MNR en campagne
MONTMIRAL. Préparant les prochaines élections régionales, Bruno Mégret a rencontré, hier matin, les militants drômôis et ardéchois du Mouvement national républicain (MNR).

Accueil hier matin, par les militants du Mouvement national et président à Montmiral, Bruno Mégret, président du MNR, devant son lieu de passage dans le cadre des élections régionales qui auront lieu au cours prochains. L'occasion de rencontrer les adhérents et sympathisants drômôis par ses équipes. C'est-à-dire de rappeler que le MNR sera présent dans chacune des 22 régions, dont Rhône-Alpes. En présence de son conseiller régional, Robert Charrel, qui sera tête de liste, Bruno Mégret a encouragé, lors de la campagne des régionales, à une attitude nationale, européenne et européenne, libérale et sociale d'ouverture. Une devise populaire de conviction qui défend la France



Accueil hier matin, par les militants du Mouvement national et président à Montmiral, Bruno Mégret, président du MNR, devant son lieu de passage dans le cadre des élections régionales qui auront lieu au cours prochains. L'occasion de rencontrer les adhérents et sympathisants drômôis par ses équipes. C'est-à-dire de rappeler que le MNR sera présent dans chacune des 22 régions, dont Rhône-Alpes. En présence de son conseiller régional, Robert Charrel, qui sera tête de liste, Bruno Mégret a encouragé, lors de la campagne des régionales, à une attitude nationale, européenne et européenne, libérale et sociale d'ouverture. Une devise populaire de conviction qui défend la France

Le MNR toujours partant

Malgré des problèmes financiers, le MNR de Bruno Mégret poursuivra bien une liste en Lorraine. La secrétaire générale du mouvement, Annick Martin, tête de liste dans la région, affirme que ses troupes seront présentes « à coup sûr » en dépit de difficultés financières pour trouver des candidats, notamment dans les Vosges.

Selon le MNR, Bruno Mégret, qui cherche un point de chute après avoir renoncé à la région PACA (lire en France), n'a pas renoncé à sa Lorraine.

Vendée

Le matin

POLITIQUE

Le MNR de Bruno Mégret fait sa rentrée politique dans le département

Bruno Mégret, président du Mouvement national républicain (MNR) est venu rendre visite à sa fédération départementale à La Roche-sur-Yvon. L'heure de la rentrée politique a sonné.

Les adhérents du MNR (Mouvement national républicain) se sont réunis, hier matin, dans la commune de La Roche-sur-Yvon, inaugurant la rentrée politique du parti.

De gauche à droite, Arnaud de Puyfontaine, Bruno Mégret et Paul Penabazec.



De gauche à droite, Arnaud de Puyfontaine, Bruno Mégret et Paul Penabazec. Le MNR, plébiscité par les électeurs, a obtenu 2,75 millions de voix lors des élections régionales de 2004.

Elections régionales : le MNR "en vraie droite"

SAINTE-HELENE. En nommant Alain Vauzelle comme chef de file du MNR aux élections régionales, le parti de Bruno Mégret voudrait faire un coup médiatique. Placé sous son drapeau. Malheureusement, le parti s'attaque au final et berge sur le terrain de production de FN.



Le MNR a nommé Alain Vauzelle comme chef de file du MNR aux élections régionales. Le parti de Bruno Mégret voudrait faire un coup médiatique. Placé sous son drapeau. Malheureusement, le parti s'attaque au final et berge sur le terrain de production de FN.

Alain Vauzelle, conseiller régional sortant de la région Rhône-Alpes, a été nommé chef de file du MNR pour les élections régionales de 2004. Il a été élu conseiller régional en 2001 et a été réélu en 2004. Il a été élu conseiller régional en 2001 et a été réélu en 2004.



Alain Vauzelle, conseiller régional sortant de la région Rhône-Alpes, a été nommé chef de file du MNR pour les élections régionales de 2004. Il a été élu conseiller régional en 2001 et a été réélu en 2004.

Tête de la liste MNR

Nicolas Bay : « La vraie droite »

Nicolas Bay, chef d'entreprise de 26 ans, conseiller municipal MNR de Sartrouville, est tête de liste régionale de ce parti en Île-de-France.

LE FIGARO. Pourquoi vous êtes-vous engagé dans cette campagne aux côtés de Bruno Mégret ? Nicolas BAY. - Le MNR, c'est la vraie droite, qui se situe entre l'UMP d'un côté et le FN de l'autre. Nous avons trois priorités pour nos régionaux : libérer l'économie, et surtout défendre les principes républicains et les valeurs de civilisation, d'humanité et d'éthique. Le gouvernement peut au moins programmer la loi de la CFM, qui institutionnalise un lien radical au cœur de la République, et en faire un véritable pilier de la République.

Tête de liste MNR aux élections régionales Claude Moreau affiche ses cinq priorités

Présent mercredi à Autun, Claude Moreau, tête de liste du MNR pour les élections régionales des 21 et 28 mars, entouré par Jean Coupat, tête de liste pour la Saône-et-Loire et Patrick Ménager, conseiller régional sortant de Bourgogne.



Jean Coupat (à gauche) et Claude Moreau (à droite) entourés par Patrick Ménager, conseiller régional sortant de Bourgogne.

Le MNR attaque Michel Vauzelle en diffamation

Après Bernard Vauzelle, et pour des raisons similaires, le MNR a attaqué en diffamation Michel Vauzelle, conseiller régional sortant de la région Rhône-Alpes, et ancien conseiller municipal de Saint-Étienne. Le MNR a attaqué en diffamation Michel Vauzelle, conseiller régional sortant de la région Rhône-Alpes, et ancien conseiller municipal de Saint-Étienne.

ÉLECTIONS RÉGIONALES ■ Une équipe conduite par Claude Jaffrés

Le MNR entre à son tour en campagne

Derrière Claude Jaffrés, ancien conseiller régional d'Auvergne et ancien conseiller municipal de Clermont-Ferrand, le Mouvement national républicain a présenté sa liste pour les élections régionales.

ST-ETIENNE. Les candidats de la liste du MNR en Auvergne, Claude Jaffrés, conseiller régional sortant de la région Auvergne, et ancien conseiller municipal de Clermont-Ferrand, ont présenté leur liste pour les élections régionales de 2004.



Paul Brulé, conseiller régional sortant, Jacques Méjanès, tête de liste Allier, Claude Jaffrés, tête de liste Puy-de-Dôme et Michel Dubois, tête de liste Haute-Loire, ont lancé la campagne du MNR dans une salle de la Grande Halle d'Auvergne.

La liste des candidats

La liste des candidats du MNR en Auvergne est composée de Claude Jaffrés, conseiller régional sortant de la région Auvergne, et ancien conseiller municipal de Clermont-Ferrand, et de Paul Brulé, conseiller régional sortant de la région Auvergne, et ancien conseiller municipal de Clermont-Ferrand.

Sept listes dans sept «super-régions»

Nouveau défi : être présent aux européennes dans toute la France

Aux élections européennes, le MNR a un message essentiel à faire passer qui n'est ni le projet mondialiste de Bruxelles, ni le repli frileux sur l'hexagone des souverainistes. Notre mouvement doit dès lors être présent à cette échéance majeure. Et chacun doit donc se mobiliser pour en assurer le financement : 1 000 euros pour chacun des 150 candidats.

Les élections européennes du 13 juin prochain constituent un enjeu politique essentiel. Il s'agit de savoir quel avenir on souhaite donner à l'Europe. Entre la gauche et la fausse droite qui représenteront le mondialisme et la soumission de l'Europe aux États-Unis et à l'islam d'un côté et, de l'autre, les lepénistes et villiéristes qui plaident pour un repli souverainiste inadapté aux réalités du monde d'aujourd'hui, le MNR doit défendre l'option d'une Europe européenne, indépendante et puissante. Il est donc essentiel que notre mouvement soit massivement présent à ces élections. Et cela d'autant plus qu'il s'agira de la dernière consultation électorale avant 2007.

Faire passer le message du MNR

Nous devons donc à cette occasion montrer aux Français que le MNR incarne une voie originale indispensable à notre pays et avec laquelle il faudra compter. Fidèle à sa stratégie de tenir et de durer aujourd'hui pour faire triompher nos idées demain lorsqu'un contexte politique plus favorable le permettra, le bureau national du MNR a donc pris la décision d'assurer la présence de la vraie droite dans chacune des sept «super-régions» européennes.

Dans le même esprit que pour les régionales, il s'agit d'abord d'être présent, de faire entendre notre voix et de faire connaître notre projet. Et, de ce point de vue, la campagne donnera de nouveau aux têtes de liste du MNR la possibilité

d'intervenir dans les médias et d'accéder à la «campagne officielle».

La difficulté principale qui demeure est bien sûr d'ordre financier. En effet, comme pour les régionales, il n'est pas question d'accroître la dette du mouvement et de menacer ainsi un équilibre financier déjà fragile. Le principe de l'auto-financement total est donc retenu.

Mobilisation de chacun

Dans la mesure où il faut présenter dans chaque super-région deux fois plus de candidats que de sièges à pourvoir, le MNR doit donc rassembler 150 candidats (75 hommes et 75 femmes) sur l'ensemble de la France. Le coût minimal de la campagne (impression des professions de foi, des bulletins de vote et des affiches) s'élève à environ 150 000 euros. Il faut donc que chaque candidat apporte personnellement 1000 euros ou rassemble cette somme dans sa fédération, dans son entourage militant, dans sa famille ou auprès d'amis.

Le dépôt des candidatures ayant lieu le 17 mai, il est indispensable que cette collecte soit achevée à cette date afin de procéder à la fabrication du matériel de campagne dans les délais imposés par la loi. Une mobilisation exceptionnelle est donc nécessaire pour assurer la présence du MNR aux européennes et montrer la vitalité de notre mouvement et la force de nos convictions.

Nicolas Bay

**150
candidats
à 1000 €
chacun**

Un nouveau mode de scrutin

Depuis les dernières élections européennes de 1999, le gouvernement UMP a modifié le mode de scrutin des élections européennes en compliquant un peu les choses comme il l'a déjà fait pour les régionales. Autrefois, les députés français au parlement européen étaient élus sur une liste nationale unique comportant autant de candidats que de sièges à pourvoir (environ 80). Dorénavant, il n'y aura plus une liste nationale mais sept listes représentant chacune des sept «super-régions» métropolitaines, chacune de ces super-régions regroupant entre une et cinq régions administratives. En fonction du nombre d'habitants de chacune de ces grandes circonscriptions, le nombre de sièges à pourvoir varie de six à quatorze. La répartition des sièges a lieu ensuite à la proportionnelle intégrale pour ceux qui ont atteint le seuil de 5% des suffrages exprimés. Les listes obtiennent le remboursement des frais de campagne si elles atteignent 3% des suffrages exprimés.

Les 7 super-régions :

Nord-Ouest <i>(Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Basse-Normandie)</i>	12 sièges
Est <i>(Champagne-Ardenne, Bourgogne, Alsace, Lorraine, Franche-Comté)</i>	10 sièges
Ile-de-France <i>(Ile-de-France)</i>	14 sièges
Sud-Est <i>(Rhône-Alpes, PACA, Corse)</i>	13 sièges
Sud-Ouest <i>(Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon)</i>	10 sièges
Loire-Massif central <i>(Centre, Auvergne, Limousin)</i>	6 sièges
Ouest <i>(Poitou-Charente, Pays de la Loire, Bretagne)</i>	10 sièges

Les sept
candidats
têtes de liste
du MNR pour
les élections
européennes

Est



Bruno MÉGRET

Nord-Ouest



Yann PHELIPPEAU

Sud-Est



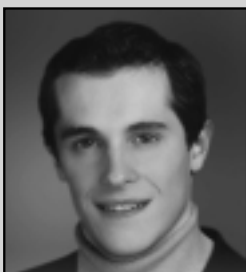
Alain VAUZELLE

Ouest



Lionel DAVID

Ile-de-France



Nicolas BAY

Massif-central



Claude JAFFRÈS

Sud-Ouest



Séverine SOUVILLE

Engagez-vous à leurs côtés !

Nom..... Prénom..... Adresse.....
Tél. :

Je m'engage dans la constitution de la liste MNR pour les élections européennes dans ma région sous la forme suivante :

- Je me porte candidat et verse la somme de 1 000 €
- Je parraine un candidat et verse la somme de 1 000 €
- Je finance 50 % de la contribution d'un candidat et verse la somme de 500 €
- Je finance 25 % de la contribution d'un candidat et verse la somme de 250 €
- Je finance % de la contribution d'un candidat et verse la somme de €

Je prends note que la place des candidats sera fixée le moment venu en concertation avec eux et avec la tête de liste, par la commission nationale d'investissement.

Date :

Signature :

Chèques à l'ordre de AF MNR*

* Association de financement du Mouvement national républicain, agréée par la CCFP en date du 18 juin 1999 sous le n° P305AF99567

Coupon à renvoyer à :
MNR - 15, rue de Cronstadt 75015 Paris

En faisant un chèque à l'AFMNR, vous recevrez un reçu fiscal anonyme, que vous utiliserez ou non et qui vous donnera droit à un abattement fiscal de 60 %

Ni européiste ni souverainiste

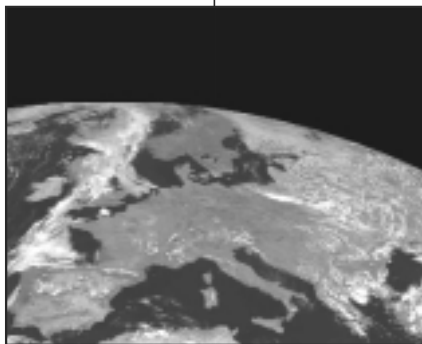
Pour une Europe européenne, indépendante et puissante

Dans la campagne européenne qui s'ouvre, le MNR a une position tout à fait originale. Il n'est pas européiste car il est contre l'Europe de Bruxelles, mais il n'est pas non plus souverainiste car il refuse le repli frileux sur l'hexagone. Pour le MNR, la question fondamentale n'est pas celle des institutions mais celle du devenir de l'Europe. Et sur ce plan le MNR est très clair : il se bat pour une Europe européenne, indépendante et puissante, respectant les nations.

Le monde dans lequel nous vivons est lourd de menaces pour l'avenir des nations européennes et pour l'ensemble des Européens. On assiste en effet à la montée inexorable de nouvelles puissances en même temps que l'on constate le déclin progressif du vieux continent.

Un monde dangereux pour l'Europe

Le monde islamique se réveille. Il a pour lui la très forte démographie de la plupart des peuples musulmans et l'immigration massive qui en résulte dans les pays occidentaux. Et cette vitalité se traduit par une volonté de faire prévaloir, partout où il se trouve, la loi de la charia et donc d'imposer sa civilisation, ses normes et ses coutumes. Même s'il n'est pas organisé en État ni en nation, il pèse de plus en plus sur les équilibres politiques et culturels de la planète. De surcroît, il a donné naissance à une aile terroriste qui met en cause la sécurité partout dans le monde.



Dans le même temps, la Chine est en train d'acquiescer un poids considérable et va indéniablement jouer dans les décennies qui viennent un rôle déterminant dans les affaires du monde. Forte d'une population extrêmement nombreuse, elle occupe déjà une place de premier plan dans l'économie mondiale. Notons cependant que d'autres puissances disposent également de perspectives d'expansion très importantes comme le Japon ainsi que l'Inde dont il ne faut pas mésestimer le potentiel et les capacités.

Mais il y a surtout les États-Unis qui s'imposent comme la puissance majeure, sinon comme l'hyper puissance mondiale, et qui affichent de plus en plus clairement leur volonté de régenter le monde et d'affirmer partout leur prééminence. Les États-Unis qui, contrairement aux discours officiels, n'agissent pas principalement au nom de l'État de droit, de la démocratie et de la liberté mais en fonction de leurs intérêts exclusifs.

L'Europe, pour donner un avenir à notre civilisation

Dans un monde qui pourrait bien être dominé d'ici à vingt ans par le couple antagoniste sino-américain et qui restera soumis aux entreprises déstabilisatrices de la nébuleuse islamique, l'Europe semble vouée, si rien ne change, à un déclin inéluctable. Les peuples européens, qui connaissent une très grave régression démographique majeure et ne représenteront bientôt plus qu'une fraction marginale de la population mondiale. Leur dynamisme économique s'est par ailleurs terriblement affaibli et le poids de l'économie européenne dans le PIB mondial va décroissant. La capacité de recherche et d'innovation, qui a pourtant été de tout temps l'apanage des peuples européens, est actuellement de plus en plus faible sur notre continent. Quant à la puissance militaire de ce dernier, elle est aujourd'hui quasi nulle avec des budgets qui ne cessent de diminuer.

Cette situation nous est insupportable car elle implique à terme la marginalisation des peuples européens et, avec elle, une régression de toutes les valeurs de civilisation dont l'Europe a été porteuse pendant plusieurs millénaires. Cet affaiblissement, s'il se poursuit, débouchera de surcroît sur un appauvrissement dramatique des Européens et, au-delà, sur la soumission à d'autres puissances.

C'est donc pour enrayer ces perspectives inquiétantes que nous sommes pour l'Europe. Mais une Europe qui soit fière d'elle-même et qui cherche à s'imposer à nouveau dans le monde comme une puissance indépendante et forte.

Pour l'indépendance et la puissance

La question qui se pose aujourd'hui s'agissant de l'Europe n'est pas celle des institutions de Bruxelles. Le problème n'est pas de savoir quels doivent être les mécanismes et le niveau des compétences dévolues aux différents organismes de l'Union. La vraie question est de savoir quelles sont ses frontières, quelle est sa position par rapport aux États-Unis et par rapport à l'islam, quelle est sa stratégie économique face au dollar et face à la mondialisation, quels sont ses objectifs en matière de recherche scientifique, quelles sont ses intentions sur le plan militaire. On peut déplorer que le projet de constitution européenne s'enlise dans des considérations purement institutionnelles et ne réponde à aucune de ces questions pourtant fondamentales.

Promouvoir notre civilisation

Nous entendons quant à nous apporter trois réponses majeures.

L'Europe n'a en effet de sens que si elle est fondée autour de ce qui rassemble les Européens depuis des siècles. Leur héritage commun est bien celui de leur commune civilisation plongée dans l'histoire, façonnée par leurs langues, leurs cultures, leurs origines, par l'apport de la Grèce et de Rome mais aussi par la religion chrétienne. Il importe donc que l'Europe se préoccupe de défendre et de promouvoir ce magnifique héritage. Cela signifie notamment qu'elle doit empêcher le processus d'islamisation auquel certains voudraient la soumettre. Cela signifie aussi qu'elle doit fixer clairement ses frontières et ne pas intégrer en son sein des pays non européens. À cet égard, la Turquie n'a pas sa place dans l'Union européenne pour une raison qui n'a rien à voir avec le régime politique d'Ankara mais simplement parce que la Turquie n'est pas un pays européen.

Défendre les intérêts européens

L'Europe n'a par ailleurs de sens que si elle s'organise pour défendre les intérêts des nations et des peuples qui la composent. Or, actuellement ce n'est pas le cas puisque la Commission de Bruxelles semble plus préoccupée de faire appliquer des règles juridiques nocives que de développer une stratégie offensive au service des intérêts européens. Elle semble de surcroît se plier à la volonté des États-Unis et ne fait rien pour éviter l'islamisation de notre continent. Il est donc essentiel que l'Europe développe une stratégie de puissance dans les domaines économique, culturel, scientifique, monétaire et militaire pour porter haut ses valeurs dans le monde, y faire valoir ses intérêts et assurer ainsi l'avenir de nos peuples et de notre civilisation.

Pour une Europe à la carte

Pour atteindre cet objectif, il n'est nullement nécessaire de détruire les États-nations qui existent actuellement. Il y a quelque chose d'absurde dans l'entreprise bruxelloise à vouloir déposséder, coûte que coûte et dans les moindres détails, l'ensemble des États de toutes leurs prérogatives alors que sur les questions majeures où l'Europe est seule à pouvoir agir efficacement en faveur des nations, elle est totalement absente. Nous voulons donc une Europe à la carte qui intervienne beaucoup moins dans la vie quotidienne des Européens et laisse aux nations une large marge de liberté, mais qui, en revanche, remplisse son rôle au service de l'indépendance et de la puissance de notre continent.

Bruno Mégret

Les cinq axes stratégiques du renouveau de l'Europe

Pour atteindre l'indépendance collective et la puissance, l'Europe doit s'organiser en une confédération de nations souveraines et poursuivre cinq objectifs majeurs.

L'offensive industrielle

Actuellement, la Commission de Bruxelles, sous couvert d'accepter la mondialisation et de pratiquer le libéralisme, ouvre les marchés européens sans aucune contrepartie. Pis, au nom du principe de la concurrence, elle empêche les regroupements d'entreprises européennes lesquelles pourraient ainsi acquérir la taille de géants mondiaux susceptibles de rivaliser avec les colosses américains. Le résultat de cette politique absurde, c'est la désindustrialisation galopante que connaissent la France et l'ensemble des pays européens, avec des délocalisations, des licenciements et des dépôts de bilan. Il faut arrêter ce jeu de massacre et engager une véritable stratégie industrielle visant à maintenir et à développer l'industrie en usant de tous les leviers qui sont à la disposition de l'Europe, que ce soit la monnaie, la recherche scientifique, les droits de douane ou l'abaissement des charges.

Le renouveau de la recherche scientifique

Dans cet esprit, l'Europe doit donner la priorité absolue au développement de la recherche scientifique et technologique. Alors que la plupart des savants et des scientifiques de haut niveau dans le monde sont européens, la recherche européenne se trouve en profond déclin. Des personnalités de talent quittent le continent, pour les États-Unis notamment où leur sont proposés des salaires et des conditions de travail bien meilleurs. Face à cette situation absurde, il est donc essentiel que l'Europe accorde à ses scientifiques une position digne de leurs mérites et de leurs talents et que l'Europe devienne un pôle d'excellence pour les scientifiques du monde entier.

L'euro pour faire pièce au dollar

L'euro constitue maintenant la monnaie unique de la plupart des pays européens et doit donc être utilisé comme un instrument de puissance au service de l'économie européenne. Il importe notamment que notre monnaie soit en mesure de mettre un terme au privilège exorbitant dont disposent les États-Unis avec le dollar. Pour concurrencer la monnaie américaine, l'euro doit acquérir à son tour un statut international de monnaie de réserve et de change.

Pour une alliance militaire européenne

Il est totalement absurde que l'Europe, qui est aussi riche que les États-Unis et plus peuplée qu'eux, soit incapable de disposer d'une puissance militaire suffisante. Il est encore plus absurde que les maigres armées des pays européens restent intégrées à l'Otan, une organisation totalement contrôlée par les Américains pour assurer leur prééminence sur les nations européennes. L'Europe n'a de sens que si elle retrouve son indépendance et sa puissance, ce qui passe par la constitution d'une alliance militaire européenne indépendante de l'Otan mobilisant des moyens comparables à ceux des États-Unis d'Amérique.

Non à l'entrée de la Turquie dans l'Europe

La Turquie n'est un pays européen ni par sa géographie, ni par son histoire, ni par sa culture, ni par sa religion. Pour toutes ces raisons, elle ne doit pas entrer dans l'Union européenne. Ce qui ne signifie pas cependant qu'il ne faille pas créer avec la Turquie et d'autres pays du bassin méditerranéen des liens privilégiés d'alliance. Mais si la Turquie entrait dans l'Europe, l'Union deviendrait si peu européenne qu'elle aurait des frontières communes avec l'Irak et l'Iran. Il en résulterait une explosion de l'immigration turque sur l'ensemble des pays d'Europe occidentale, une accélération du processus d'islamisation de nos pays ainsi qu'une aggravation considérable du chômage provoquée par la différence des niveaux de salaire. Autant de perspectives qui ne sont pas acceptables dès lors qu'on se soucie de l'intérêt de l'Europe et des Européens. Il faut s'opposer à l'entrée de la Turquie dans l'Europe.

Prochains rendez-vous

Dans le cadre de la préparation des élections européennes, Bruno Mégret sera en tournée dans les sept grandes régions métropolitaines :

- **Vendredi 16 avril à 20 h 00 à Paris** (région Ile-de-France)
- **Samedi 17 avril à 11 h 00 à Troyes** (région Est)
- **Samedi 17 avril à 18 h 00 à Châteauroux** (région Loire-Massif central)
- **Dimanche 18 avril à 11 h 00 à Valence** (région Sud-Est)
- **Samedi 24 avril à 11 h 00 à Rouen** (région Nord-Ouest)
- **Samedi 24 avril à 18 h 00 à Nantes** (région Ouest)
- **Dimanche 25 avril à 11 h 00 à Montauban** (région Sud-Ouest)

Ces réunions sont suivies d'un repas militant (se renseigner et s'inscrire auprès des secrétaires départementaux)

- **Samedi 17 avril à 18 h 00 à Loudéac (22)** : réunion des adhérents de Bretagne avec Lionel David, secrétaire régional, et Annick Martin, secrétaire générale.

- **Vendredi 7 mai à 20 h 00 à Paris** : dîner-débat avec Bruno Mégret organisé par la fédération de Paris.

Prochaines réunions du Bureau national :

Mercredi 14 avril, vendredi 7 mai, samedi 29 mai et mercredi 16 juin.

Persécution

«En France, on laisse en repos ceux qui mettent le feu et on persécute ceux qui sonnent le tocsin» Chamfort

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi d'Arnaud de Périar dans l'affaire de la profession de foi intitulée «Islamistes dehors, remettons de l'ordre en France». Le jugement de la Cour d'appel de Rennes condamnant notre ami à un an d'inéligibilité, 10 000 € d'amende, 1 500 € de publications, 2 500 € de dommages-intérêts à la Licra, 2 500 € à la Ligue des droits de l'homme et 2 500 € au MRAP a donc été confirmé le 2 mars dernier.

Pour aider Arnaud :

Comité de soutien à A. de Périar

Tel. : 02 40 69 56 79 - Fax : 02 40 73 56 56

Courriers et dons à C.S. A. de Périar,

B.P. 28744, 44187 Nantes Cedex 4

PUBLICITÉ

Ingénierie financière et fiscale

Sur la base des lois fiscales existantes, nous intervenons uniquement sur votre revenu imposable. Nous constituons un capital ou un patrimoine dans un temps minimum de 6 ans à 9 ans à partir d'une construction financière.

CONCERNE TOUT FOYER FISCAL MOYEN SANS APPORT PERSONNEL DE VOTRE PART

Tél : 01 48 29 81 65 ou 06 75 51 00 23 - Fax : 01 48 29 81 65

Afin de réduire au minimum son coût de revient tout en augmentant le nombre de pages et la qualité du magazine, *Le Chêne* ouvre ses colonnes à la publicité. Nos amis artisans, commerçants et entrepreneurs qui sont intéressés peuvent demander les tarifs et conditions auprès des services du siège.

Coup de gueule de Jacques Gaillard

Ras-le-bol de la gauche et de ses complices !

À l'issue des élections régionales, la gauche socialo-écoco-communiste a pris le contrôle de vingt régions sur vingt-deux. C'est une catastrophe car elle pourra ainsi laisser libre cours localement aux dérives dont elle est coutumière : dilapidation de l'argent public, assistantat permanent et généralisé, soutiens insidieux aux fondamentalistes islamiques. La gauche, dès qu'elle est au pouvoir, s'emploie à dissoudre toutes les valeurs de notre civilisation. Que ce soit par ses entreprises mondialistes ou européistes mais encore par ses attaques contre la famille et ses initiatives de dilution des mœurs, la gauche détruit et ne sait que détruire. C'est elle qui est responsable du poids des charges, des taxes et de la bureaucratie. C'est elle qui pousse les Français à ne plus travailler et à tout attendre de l'État. Le succès de la gauche aux régionales est donc une très mauvaise nouvelle.

Et si la gauche détient ainsi la quasi-totalité des régions, ce n'est pas bien sûr parce qu'elle a été plébiscitée par les Français. C'est parce que ces derniers ont été déçus par l'UMP, mais aussi à cause du nouveau mode de scrutin mis en place par la fausse droite qui a permis au FN d'exercer, avec cynisme et mépris pour les Français, toute sa capacité de nuisance.

Après avoir permis à Chirac de se faire élire avec 82% des voix, Le Pen a aidé la gauche à prendre le contrôle de presque toutes les régions en maintenant ses listes partout et en ne cherchant pas, sous quelque forme que ce soit, à procéder à des accords qui auraient conduit, dans l'intérêt général de la France et des Français, à empêcher le triomphe de la gauche et de l'extrême-gauche.

Lors de ces élections, le FN est donc apparu clairement comme le complice des socialo-communistes. Il apporte la preuve qu'il ne cherche pas à peser positivement sur le cours des choses mais qu'il défend les seuls intérêts de Le Pen et de sa famille.

Le MNR, quant à lui, a clairement désigné la gauche comme son adversaire prioritaire et invite les Français de bonne volonté à s'entendre pour faire émerger en France une vraie droite.

Jacques Gaillard

Le débat est ouvert...

La carte de fidélité, une idée pour réduire le déficit de la Sécu ? Pour résoudre le déficit de l'Assurance maladie, l'un de nos adhérents propose un ingénieux système de carte de fidélité qui inciterait financièrement les assurés à avoir recours à un seul et même généraliste. Ceci afin de limiter le nombre des prescriptions, souvent abusif, et de les rendre cohérentes par rapport aux besoins réels des malades. En résumé, et sauf cas particulier, le patient ne serait pas remboursé au plein barème de ses dépenses de santé prescrites par un généraliste autre que celui indiqué sur sa carte de fidélité. Cette proposition ne figure pas (encore ?) au programme du MNR, mais elle méritait d'être signalée !

Une «religion de conquête»

Quand les intellectuels passent l'islam au crible de la république

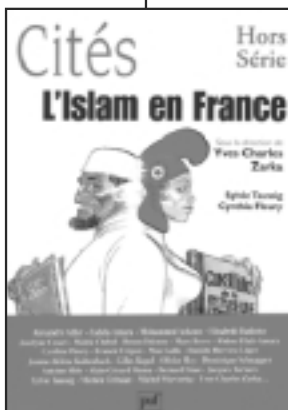
La dernière livraison de la revue *Cités* propose des analyses aussi surprenantes qu'intéressantes. Consacré à l'islam en France, ce numéro donne la parole à quelque soixante-dix intellectuels dont un grand nombre n'hésitent pas à mettre en lumière le caractère conflictuel de la rencontre entre islam et Occident et à parler de réelle «opposition des valeurs».

Autant dire tout de suite que ces propos n'ont pas eu l'heur de plaire aux bien-pensants, y compris d'ailleurs à certains contributeurs de la revue qui se sont finalement désolidarisés du ton et de l'esprit général. Comment s'étonner de telles réactions lorsque, sans détours, le directeur de l'ouvrage, Yves-Charles Zarka, également directeur de recherche au CNRS, explique que, si la France, plus que la Grande-Bretagne ou l'Allemagne par exemple, se retrouve au cœur de l'offensive islamiste, c'est d'abord parce que «le poids de la communauté d'origine musulmane y est bien plus important en France que dans n'importe quel autre pays occidental». Mais aussi, autre spécificité française, parce que «la partie douloureuse de l'histoire de la colonisation et de la décolonisation du Maghreb, notamment celle de la guerre d'Algérie, crée un contexte de culpabilité, ce qui favorise le discours de victimisation derrière lequel avancent souvent les islamistes».

La France au cœur de l'offensive islamiste

Une situation que la France ne voit pas, ou ne veut pas voir, «comme si la réalité lui était incompréhensible». Selon M. Zarka, il faut être «d'un aveuglement total, d'une mauvaise foi radicale, à moins que ce ne soit d'une naïveté déconcertante» pour ne pas comprendre que «l'islam, dès son origine, est une religion de conquête. Et cet esprit n'a pas disparu. Il prend aujourd'hui la forme de l'islamisme». «Toute conquête faite en France ou en Europe, explique une rédactrice, est un moyen de renforcer l'islamisme dans le monde. On peut même parler de réislamisation des États musulmans grâce aux conquêtes politiques,

sociales et intellectuelles réalisées par les intégristes en France et en Europe.» Dans cette perspective, «la décision à forte charge symbolique de faire construire une des plus grandes mosquées de France à Poitiers est à interroger dans le cadre d'une stratégie d'islamisation», soulignent deux coordinatrices de la revue dans l'introduction générale.



Le CFCM : une victoire politique des islamistes

Des objectifs politiques auxquels la création du Conseil français du culte musulman (CFCM) par l'ex-ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a donné un nouvel élan. Les auteurs en effet n'épargnent pas cette organisation qui représente à leurs yeux une victoire politique des intégristes islamistes, qui vient amplifier les conquêtes sociales qu'ils ont déjà réalisées : «au travers de différentes associations, par leurs actions caritatives, par leurs aides aux personnes en difficulté, ils ont favorisé, dans de nombreux quartiers, le retour de la répudiation, réintroduit la terreur et réaffirmé l'autorité et la domination masculine.» Et après avoir investi le champ social, c'est le champ politique qu'ils ont envahi avec «la mise en place du CFCM [qui] a permis la notabilisation de ces mêmes intégristes. Ces islamistes, qui avaient gagné une manche sur le terrain, dans les cités, en ont remporté une seconde en devenant, au niveau national, les interlocuteurs officiels de la République.» Le CFCM allant clairement à l'encontre de la défense de la république et des institutions françaises, le discours gouvernemental qui consistait à faire croire que l'on allait imposer les règles républicaines à la représentation officielle

de l'islam français est apparu, ainsi que nous l'avons répété au MNR, comme relevant de la pure fiction. En réalité, il s'avère qu'une minorité de plus en plus influente est «déjà à l'œuvre dans de nombreuses cités, dans des quartiers entiers où les islamistes font régner la terreur».

Face à l'esprit de conquête, il faut résister

Quelles conclusions tirer de cette situation et quels remèdes proposer pour y faire face ? «Face à l'esprit de conquête, il faut résister», répondent les directeurs de la revue qui appellent pour ce faire à «une critique radicale de l'islam» : il faudrait, selon eux, initier une réforme religieuse et théologique de l'islam afin de le vider de tout ce qui le rend incompatible avec les principes de la république. En clair, pour les auteurs de ce numéro de *Cités*, l'avenir des valeurs de notre civilisation reposerait sur le travail d'équipes de chercheurs et d'historiens, pendant que les islamistes, eux, continuent d'agir sur le terrain politique et social... Rien d'étonnant, après tout, de la part d'un directeur de recherche au CNRS, mais force est de constater, malheureusement, qu'une fois de plus un juste diagnostic est suivi de mauvaises – ou inutiles – propositions. S'il est nécessaire de ne pas adopter des positions caricaturales ou sans nuances, il convient tout de même de rappeler que la maîtrise des flux migratoires est un préalable indispensable à toute volonté de contrôle de l'islam en France. Immigration et intégrisme islamique se trouvent intimement liés et les problèmes posés par le second ne se résoudreont pas sans un sévère contrôle de la première.

Élisabeth Margault

L'islam en France, hors-série de la revue *Cités*, PUF, 733 p., 25 €, disponible en kiosque et en librairie.

Une priorité pour l'avenir de la France et de l'Europe

Pour une véritable politique européenne de la recherche

La recherche fondamentale est une nécessité absolue car, sans recherche, il n'y a pas d'innovation et, sans innovation, il n'y a que le déclin. Alors que la crise de la recherche française est une actualité majeure, il faut engager une grande politique européenne de renouveau de la recherche.

Il est souvent de bon ton, dans certains milieux de droite, de se gausser de la recherche. C'est un grand tort car une recherche fondamentale forte est une nécessité absolue.

Pour une recherche fondamentale forte

Sans recherche fondamentale, il n'y a pas d'innovations techniques alors que les pays qui maîtrisent la recherche fondamentale disposent d'un atout de puissance considérable. Ainsi, par exemple, le développement du téléphone portable n'a été possible que grâce à la découverte d'un théorème de mathématiques pures. L'informatique n'existe que par la miniaturisation des composants électroniques, rendue possible par des travaux théoriques de mécanique quantique. Les disques compacts n'existeraient pas sans l'invention du laser qui résulte de recherches de fond menées en particulier en France au laboratoire de l'École normale supérieure.

L'exception française

Par comparaison avec les autres pays développés, la France fournit un effort de recherche insuffisant. Cette politique à courte vue obère les développements futurs. Dans tous les pays occidentaux, la recherche est pratiquée dans des laboratoires universitaires par des chercheurs qui assurent également un enseignement à l'université.

La France vit davantage sur un modèle mixte, comportant d'une part des organismes de recherche comme le CNRS et, d'autre part, l'université. Cette dernière dispose de 35 000 professeurs et maîtres de conférence qui ont une obligation de recherche à mi-temps. Le CNRS quant à lui accueille 11 000 chercheurs et se trouve complété par des organismes de recherche spécialisés : l'INSERM (médical), l'INRA (agronomique), le CEA (atomique), l'Aérospatiale, etc.

Un CNRS tentaculaire

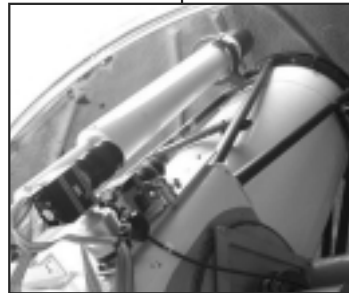
Le CNRS concentre donc le tiers de la recherche publique française. Il fut fondé en 1939 sur les préconisations de Jean Perrin, lequel s'est largement inspiré du « modèle » soviétique. L'idée d'origine n'était cependant pas absurde car certains domaines, comme la physique des particules, nécessitent un travail à plein temps des chercheurs ainsi que d'importants investissements qu'une université ne pourrait pas dégager. Mais ce qui était pertinent pour quelques domaines a été étendu à tous les secteurs de la recherche. Ainsi, 30 % des effectifs du CNRS concernent les « sciences humaines ». Est-il vraiment nécessaire d'avoir des chercheurs à temps plein sur le roman balzacien ou sur l'influence des mouvements de droite dans la société contemporaine ?

Le résultat, c'est un monstre ingérable comptant 26 000 agents et disposant d'un budget de 2,5 milliards d'euros dont 80 % concerne les salaires. En 1984, la France a de surcroît accordé le statut de fonctionnaire aux chercheurs du CNRS. Pourtant, aux États-Unis, la logique est celle du contrat. Les chercheurs doivent trouver des contrats qui sont accordés par des organismes d'État ou privés selon la qualité du projet de recherche et des travaux antérieurs avec, en contrepartie, des salaires plus élevés.

Pour une recherche d'excellence

Pour assurer le renouveau de la recherche, il faut en premier lieu faire éclater le CNRS et développer des instituts spécialisés et indépendants pour les sciences « dures » comme la physique des particules ou la biologie moléculaire par exemple. Les

autres secteurs, ceux des sciences humaines, doivent être intégrés à l'université. Il est également nécessaire d'apporter beaucoup plus de souplesse au déroulement des carrières et d'engager les chercheurs sur la base du contrat. Nos chercheurs doivent être motivés et les salaires beaucoup plus attractifs. Il faut que ceux qui réussissent brillamment puissent disposer de très hauts revenus, comme cela se fait aux États-Unis. Pour ce faire, il est naturellement indispensable de sortir du moule unique et d'accepter l'idée de salaire au mérite.



Pour une recherche européenne

En second lieu, la recherche scientifique doit être européenne. C'est en effet l'Europe qui est à l'origine du développement des sciences. Pour des

raisons historiques et culturelles, c'est l'Europe qui concentre au monde le plus de capacités d'innovation et de découverte. A y bien réfléchir, c'est même la principale richesse de l'Europe. Cela est particulièrement vrai pour les recherches fondamentales. L'esprit européen, issu de la philosophie grecque et du christianisme, est sans doute particulièrement adapté à l'abstraction et à la logique. Il est invraisemblable que l'Union européenne, qui se préoccupe de régler la taille des lacets de chausure, n'ait jamais lancé de réelles coopérations scientifiques, les organismes européens comme le CERN n'étant aucunement liés à l'Union européenne.

Il faut donc mettre en place une véritable politique européenne de la recherche, une politique audacieuse, appuyée sur d'importants moyens, afin que notre continent retrouve en la matière la place qu'il n'aurait jamais dû perdre, la première. C'est un impératif de vie pour notre civilisation.

Yves Dupont

Attentats de Madrid

L'Europe sans réplique face à l'agression islamiste

Les attentats de Madrid ont montré que les États-Unis n'étaient pas seuls à être visés par des attaques islamistes d'envergure. Les pays européens sont eux aussi concernés et doivent réagir avec énergie. Cela n'a pas été le cas des Espagnols ni des Européens après l'agression dont ont été les victimes les Madrilènes.

Lorsque les islamistes ont frappé New York et Washington en avril 2001, tout le monde en Europe pensait qu'un terrorisme aussi violent ne pouvait concerner que les États-Unis. Les attentats sanglants de Madrid ont montré qu'il n'en était rien. L'Europe est bel et bien une cible pour les intégristes musulmans. Il serait en effet absurde de penser que l'Espagne constituerait un cas à part lié à son engagement en Irak. La France, qui s'est pourtant opposée aux États-Unis dans l'affaire irakienne, pourrait demain être touchée en raison du vote de la loi sur le voile islamique. Et tous les pays européens pourraient chacun à leur tour être frappés à un titre ou à un autre. Car l'Europe, se trouvant sous le coup d'une entreprise de conquête de la part de l'islamisme, constitue globalement une cible pour le terrorisme islamique. Dès lors, les actes terroristes visent logiquement à subjuguer et à terroriser les populations européennes pour qu'elles se soumettent à la volonté des islamistes.

Les responsables sont les islamistes

Or, ce qui est inquiétant dans le drame qui a frappé l'Espagne, c'est la réaction d'une partie de la population espagnole. Celle-ci s'est en effet majoritairement retournée contre le gouvernement Aznar. Certes, il a été reproché, à juste titre, à l'ancien Premier ministre d'avoir caché la vérité au peuple. Mais on l'a ensuite rendu responsable de ces attentats en raison de son engagement au côté des Américains en Irak. En d'autres termes, celui qui est coupable ce n'est pas l'auteur des tueries, c'est celui qui a contrarié l'agresseur en ne se soumettant pas à sa volonté ! Autant dire qu'avec de tels comportements les islamistes ont un boulevard devant eux.

D'ailleurs, la population n'ose pas s'en prendre directement à eux. Lorsqu'ils croyaient à des attentats de l'ETA, les Espagnols manifestaient contre l'ETA. Lorsqu'ils ont su qu'il s'a-

gissait d'islamistes, ils ont manifesté contre le terrorisme, c'est-à-dire contre une réalité abstraite. Or, soyons clairs, le danger ce n'est pas le moyen utilisé mais celui qui l'utilise.

La riposte n'a pas été à la hauteur de l'agression

Enfin, du côté officiel, la riposte espagnole n'a pas été à la hauteur de l'agression. Elle a consisté à rechercher les coupables pour les arrêter et les juger comme s'il s'agissait d'un crime ordinaire et non d'un acte de guerre. Certes, la punition des auteurs des attentats est évidemment indispensable, mais cela suffit-il pour des actes aussi monstrueux ? Et n'y avait-il pas là matière à des représailles comme celles lancées par les États-Unis après le 11 septembre 2001 ? Pourquoi d'ailleurs l'Europe qui s'est voulue solidaire des Espagnols n'a-t-elle pas décidé, par un accord entre les différents pays, d'une réplique européenne aux attentats de Madrid ?

Tout cela montre combien les peuples européens sont aujourd'hui pénalisés par une idéologie politiquement correcte qui les neutralise et les affaiblit psychologiquement. Les Américains, qui font pourtant partie des peuples démocratiques, ont réagi avec plus de bon sens et de virilité. Les attentats du onze Septembre ont suscité chez eux un sursaut de patriotisme. Personne ne s'est préoccupé de mettre en cause le pouvoir, tout le monde a au contraire pratiqué l'union nationale autour du président et l'écrasante majorité de la population a approuvé les mesures de représailles engagées en Afghanistan par le gouvernement américain. Sans doute est-ce pour toutes ces raisons que les États-Unis constituent une grande puissance.

Mais, si l'Europe doit avoir un sens, c'est pour qu'elle devienne à son tour une puissance. Encore faut-il que les Européens se libèrent du politiquement correct et se comportent à nouveau comme des peuples qui écrivent l'histoire au lieu de la subir.

François Constant

BRÈVES

Le maire de Paris protège un assassin

Bertrand Delanoë a fait adopter, par sa majorité de gauche, un vœu plaçant le terroriste italien d'extrême-gauche Cesare Battisti « sous la protection de la Ville de Paris ». Rappelons que Battisti, ancien membre des Brigades rouges, a été reconnu coupable de quatre homicides et qu'il a été condamné à la prison à perpétuité. Les attentions déplacées de M. Delanoë à l'égard de cet assassin, ainsi que son ignorance de l'histoire, ont choqué jusqu'à la gauche italienne.

Europe et chrétienté : ce sont eux qui le disent

- « Pour nous, l'Union européenne n'est pas un club chrétien, mais une communauté de valeurs politiques. » Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre de Turquie.

- « Si l'Europe récuse ou occulte ses fondements chrétiens, elle n'a tout simplement pas de raison d'être. (...) L'islam n'a pas de racines en Europe, sauf dans la périphérie balkanique, où il s'imposa par le glaive. L'islam n'aura jamais qu'une position d'invité de la chrétienté (...). S'il en était autrement, l'Europe s'anéantirait. » Denis Tillinac, écrivain.

Zadig avait raison

Dans un ouvrage intitulé **le TGV à vapeur** et paru en décembre dernier, l'auteur, un certain Zadig, homme de droite politiquement incorrect, jetait un pavé dans la mare de l'établissement en dénonçant les carences et les renoncements du gouvernement Raffarin. Selon lui, si le Premier Ministre s'entêtait à ne réaliser que des demi-réformes, la droite courait à la catastrophe électorale. Une prédiction qui s'est hélas réalisée lors des élections régionales et de la victoire de la gauche. À lire ou à relire à la lumière des derniers résultats électoraux.

Le TGV à vapeur - Zadig, Éditions Vox populi, 2003, 136 pages. A commander en librairie ou à la boutique du MNR, 12 euros + 1,40 euro de port.



EUROPE, OUI ! TURQUIE, NON !

■ Non à l'entrée de la Turquie dans l'Europe

Si la Turquie entrait dans l'Europe, l'Union deviendrait si peu européenne qu'elle aurait des frontières communes avec l'Irak et l'Iran ! Il en résulterait une explosion de l'immigration turque sur l'ensemble des pays d'Europe occidentale, une accélération du processus d'islamisation de nos pays ainsi qu'une aggravation considérable du chômage provoquée par la différence des niveaux de salaire. Autant de perspectives qui ne sont pas acceptables dès lors qu'on se soucie de l'intérêt de l'Europe et des Européens.

Pour la réindustrialisation de l'Europe

Actuellement la Commission de Bruxelles ouvre les marchés européens à la concurrence sauvage. Il en résulte des délocalisations et des licenciements massifs. Il faut arrêter ce jeu de massacre et engager pour les Européens une grande politique industrielle.

Pour le renouveau de la recherche scientifique

Alors que la plupart des savants dans le monde sont européens, la recherche européenne est en profond déclin. Il est donc essentiel que l'Europe accorde à ses scientifiques une position digne de leurs mérites et qu'elle devienne un pôle d'excellence pour la recherche.

L'euro pour faire face au dollar

L'euro constitue maintenant la monnaie unique de la plupart des pays européens et doit être utilisée comme un instrument de puissance au service de l'économie européenne. L'euro doit acquérir un statut international de monnaie de réserve et d'échange.

Pour une alliance militaire européenne

Il est absurde que l'Europe, qui est aussi riche et plus peuplée que les États-Unis, soit incapable de disposer d'une puissance militaire suffisante et reste sous la tutelle américaine dans l'Otan. Il faut donc constituer une alliance militaire européenne indépendante.

Avec Bruno Mégret et le MNR *Pour une Europe européenne, indépendante et puissante*



Nom..... Prénom.....

Adresse.....

..... Tél. :

J'apporte mon soutien au MNR et à Bruno Mégret et verse la somme de € (chèque à l'ordre de "AF MNR").

Je souhaite recevoir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation sur le programme et l'action du MNR.

A RENVoyer À : MNR - 15, RUE DE CRONSTADT - 75015 PARIS ● RADIO MNR : 08 92 69 69 26